

RÉVISION DES MANUELS SCOLAIRES.

Rapport de M. I. JONYNAS, professeur à l'Université de Kaunas.

La révision des manuels scolaires figure depuis plusieurs années comme un des points les plus essentiels de chaque congrès de collaboration intellectuelle internationale. Néanmoins, le vrai sens de cette question n'est pas devenu plus clair. Chacun conçoit différemment l'idée de la révision des manuels. Les uns voudraient propager par les manuels les hautes idées contenues dans le préambule du Pacte de la Société des Nations, c'est-à-dire, l'idée de la solidarité et de la fraternité entre les peuples, les autres désirent éviter une description des faits historiques susceptibles de surexciter le sentiment national et la haine des voisins considérés comme ennemis séculaires de leur propre pays, d'autres encore tendent à effacer la notion de revanche. Ce sont les idées qu'on peut trouver le plus souvent dans les discours et les écrits des représentants de grandes nations européennes.

Mais on peut envisager la même question d'un autre point de vue. Les manuels d'histoire et de géographie générale, d'avant la guerre et même ceux d'après la guerre ne sont consacrés qu'à l'histoire et à la géographie des grandes nations d'Europe centrale et occidentale en laissant de côté, souvent même sans mention, les autres pays non seulement extra-européens, mais même européens. La vieille génération des pays baltiques qui avait étudié dans les écoles russes et avait des manuels russes le sait par expérience. On n'y trouvait presque jamais même de notions sommaires de l'histoire de Suède, de Norvège et de Danemark. Le même phénomène apparaît autant que je sache dans les manuels français et allemands.

Après la constitution de nouvelles nations sur les débris de l'ancien Empire russe les auteurs des manuels

nationaux ont suivi, semble-t-il, la même méthode. On était obligé de les écrire à la hâte et on n'avait presque pas de matériel pour compléter la lacune criante.

Dans les manuels d'histoire nationale on n'a pas pu éviter de traiter quelquefois l'histoire des pays limitrophes ou voisins. Dans ce dernier cas on n'a pas souvent montré une connaissance suffisante même des faits les plus saillants ou bien on les a interprétés d'une manière fausse. Je voudrais citer un exemple. Dans les manuels lettons l'histoire de la Lituanie est confondue avec celle de la Pologne et la Lituanie est souvent appelée Pologne. Ces faits choquants ont obligé les associations professionnelles des maîtres d'écoles primaires à prendre l'initiative de les rectifier. Ainsi les associations se sont entendues pour envoyer à leurs collègues la traduction des noms de lieux se rapportant à l'histoire du pays respectif avec la prière de les corriger. Les maîtres, ayant reçu les textes en question se sont adressés aux professeurs d'histoire à l'université qui les ont aidés dans leur travail. De cette manière on a obtenu un heureux commencement. Mais malheureusement cette tentative ne suffit pas : premièrement, les associations de maîtres d'écoles nationales n'embrassent pas tout le corps enseignant (j'ai en vue la Lituanie), deuxièmement, le travail obtenu était un effort privé sans aucune obligation pour le Ministère de l'Instruction Publique, troisièmement, c'était un travail sporadique sans continuation. Il est indispensable de généraliser l'initiative des maîtres d'écoles et de créer des organes permanents susceptibles d'apporter les corrections indispensables. C'est dans cet ordre d'idées que la Commission Lituanienne a créé dans son sein une Commission permanente, composée de deux professeurs d'histoire et d'un professeur de géographie à l'université, chargée de venir en aide aux personnes ayant besoin de leurs avis ou de leurs conseils. La Commission Lituanienne comprend bien que ce premier pas est loin de suffire. La commission des spécialistes en question peut donner son avis sur les manuels déjà imprimés ; ses indications ne peuvent donc se rappor-

ter qu'au cas où ces manuels seraient réimprimés. De plus, les avis de la commission sont facultatifs. Pour obvier à ces inconvénients, il faudrait que l'activité de la Commission fût reconnue indispensable par le Ministère de l'Instruction Publique. Chaque manuel devrait, avant d'être adopté par le Ministère de l'Instruction Publique, avoir été présenté à la Commission des spécialistes pour obtenir son approbation. La Commission devrait avoir la possibilité soit de juger elle-même, soit de se rapporter à la Commission analogue du pays ou des pays voisins pour obtenir son avis sur les passages ayant trait à l'histoire de ce pays. Certes, cette méthode d'agir n'est pas parfaite, néanmoins elle serait en mesure d'atténuer beaucoup les défauts existants.

Il y a une autre question, peut-être beaucoup plus importante: il est indispensable que les pays baltiques se connaissent mieux. J'ai en vue non seulement les pays détachés de l'ancien empire russe, mais également les pays au delà de la Mer Baltique. J'ose penser que la Suède, la Norvège et le Danemark ne devraient pas rester étrangers à cette idée. Les pays riverains de la Mer Baltique ont eu des liens multiples dans les temps préhistoriques, ont vécu une vie politique commune à certaines époques historiques (par exemple, la Suède et la Finlande, la Suède et l'Estonie, la Suède et la Lettonie, le Danemark et l'Estonie), ou ont exercé les uns sur les autres une influence considérable économique et politique (la Suède et la Lituanie). Les pays scandinaves forment à notre époque des états, j'ose dire, modèles, où la liberté et la démocratie sont en pleine concorde et où le développement économique est à même de donner le plus de bien-être et d'équité à la classe laborieuse. Ces états sont étrangers aux visées impérialistes et sont des pionniers de la défense de l'indépendance des petites nations.

Il est donc indispensable aux pays baltiques de connaître l'état actuel et le développement dans le passé des institutions politiques et sociales de ces pays. D'autre part, les pays baltiques doivent connaître de plus près la formation et le développement de leur conscience nationale respective,

la lutte pour l'indépendance politique et l'état actuel de leurs institutions politiques et sociales.

Je suis persuadé que les manuels actuels de géographie et d'histoire sont loin de satisfaire à ces besoins. Il est donc indispensable de réviser et de réformer non seulement les manuels scolaires, mais également les programmes d'enseignement. Les Commissions Nationales doivent prendre l'initiative entre leurs mains et influencer les autorités respectives dans ce sens. Il ne serait peut-être pas sans intérêt de convoquer des conférences de professeurs d'histoire et de géographie des pays scandinaves et baltiques pour discuter de plus près ces questions, si les principes énoncés peuvent être adoptés par la conférence actuelle. Le rapprochement des pays scandinaves et baltiques doit, à mon avis, viser à cet idéal politique — la formation d'une famille d'états entourant la Mer Baltique qui constituerait un noyau d'états démocratiques, nationaux, pacifistes, stables, avancés et étrangers à toute idée impérialiste.